

même que de la cuisine. Si l'honorable ministre des travaux publics voulait s'occuper sérieusement de la chose, et consulter un homme compétent, l'air pourrait être purifié. Je dis un homme compétent, parce que l'ingénieur actuel, M. Arnoldi, essaie depuis plusieurs années d'aérer cet édifice, sans y avoir réussi, et je crois qu'il est temps d'essayer un autre ingénieur, de recourir à un expert, parce que le présent état de choses est préjudiciable à la santé des députés. L'homme que nous avons à présent, n'a pas réussi, et nous devons recourir à quelqu'un qui ait plus d'expérience, pour voir s'il pourrait faire mieux.

Le comité lève la séance et rapporte les résolutions.

LE BUDGET.

Sir HECTOR LANGEVIN. Je propose que la séance soit levée.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je désirerais savoir si le ministre des finances peut dire quand le discours du budget sera fait.

M. FOSTER : Je regrette de ne pouvoir le dire, mais pour épargner à l'honorable député de nouvelles peines, je lui dirai que je donnerai un avis d'une semaine avant de faire l'exposé financier.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Cela est très convenable, et je suis obligé à l'honorable ministre de la promesse qu'il a faite ; mais je n'ai pas posé cette question simplement pour ma propre utilité, ni pour celle des honorables députés de la gauche. C'est dans le but de convaincre le gouvernement de la nécessité de faire sans plus de délai l'exposé financier. Nous sommes ici depuis près de deux mois, et nous serons probablement retenus beaucoup plus longtemps qu'il n'est désirable, à moins que l'exposé financier ne soit fait bientôt.

Pendant que j'ai la parole, j'aimerais aussi à savoir si l'honorable ministre s'attend à nous soumettre bientôt le bill relatif aux banques. C'est un bill qui, par des raisons faciles à saisir, devrait nous être distribué quelque temps avant d'être discuté.

M. FOSTER : J'espère pouvoir déposer ce bill d'ici à une semaine.

La motion est adoptée, et la séance est levée à 1.40 hrs a. m., (mercredi).

CHAMBRE DES COMMUNES.

MERCREDI, 5 mars 1890.

L'ORATEUR ouvre la séance à 3 heures.

PRIÈRE :

PRIVILÈGE—LE DÉPUTÉ DE LINCOLN.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je crois, M. l'Orateur, qu'il est temps d'examiner, ou de fixer un jour pour examiner certains papiers et documents, insérés dans nos procès-verbaux, au sujet de l'honorable député de Lincoln (M. Rykert). Je demanderai au premier ministre s'il a quelque document supplémentaire à soumettre. La dernière fois que je lui ai posé cette question, il m'a dit qu'il en attendait un le lendemain ou le surlendemain.

M. CASEY.

Sir JOHN A. MACDONALD : J'ai reçu un télégramme m'annonçant que la lettre avait été mise à la poste. Je suppose que je la recevrai demain.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Bien que cela puisse ne pas être absolument une question de privilège, c'en est une qui, cependant, s'y rattache très intimement, vu qu'elle touche à la position d'un membre de cette chambre. Il me semble qu'il conviendrait de fixer un jour pour la discuter. Il faut naturellement tenir compte, dans cette affaire, des occupations de la chambre et du gouvernement. Cette question est, dans un sens, pendante devant la chambre depuis près de trois semaines et, dans les circonstances, la discussion n'en devrait pas être différée. J'aimerais à savoir si le gouvernement consentira à ce qu'elle soit amenée sur le tapis vendredi, par exemple, alors que l'honorable ministre aura reçu la lettre.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je n'ai pas d'objection à ce qu'elle vienne lundi.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Ce serait un très mauvais jour pour un grand nombre de députés. Si l'honorable ministre ne veut pas que ce soit vendredi, disons mardi.

Sir JOHN A. MACDONALD : Vous nous enlèverez une journée de cette manière.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Cette question comporte certaines critiques contre le gouvernement et, pour cette raison, il serait très convenable de choisir, pour la discuter, un jour réservé aux affaires du gouvernement.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je ne suis point de cet avis. Disons mercredi, si la journée de mardi ne convient pas. Nous ne sommes pas encore près de la fin de la session, je regrette d'avoir à le dire, et il faut procéder à l'expédition de la besogne.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je regrette que nous ne soyons rendus qu'à la moitié de la session, autant que j'en puis juger.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je vous accorderai la journée de lundi ou de mercredi, pour discuter cette question.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : La question est particulièrement intéressante pour l'honorable premier ministre, du chef de son fils, dans tous les cas.

Sir JOHN A. MACDONALD : Elle sera tout aussi intéressante mercredi que mardi.

M. LAURIER : L'honorable premier ministre doit remarquer que s'il a projeté de nous enlever le mercredi, il nous enlèvera le seul jour que nous ayons maintenant. Cette motion vaudra la semaine prochaine, ou la suivante ; et si l'on nous enlève le mercredi, il ne restera plus aux députés un seul jour.

Sir JOHN A. MACDONALD : Très bien ! je vais vous donner mardi. Je dirai cependant que c'est une question de privilège ou que ça n'en est pas une, et je crois que l'honorable député devrait, en justice pour le député dont il s'agit, lui donner et donner à la chambre un avis suffisant de ce qu'il va faire.